DIAL 2598

PÉROU - Les privatisations : des mesures fortement idéologiques

samedi 16 novembre 2002, mis en ligne par Dial

Alors qu'il s'était engagé avant d'être élu président du Pérou à ne pas procéder à des privatisations, Alejandro Toledo a voulu privatiser les deux compagnies d'électricité Egasa et Egesur en les vendant à la société belge Tractebel. La réaction populaire a été si forte au mois de juin dernier qu'il a dû faire marche arrière. L'article ci-dessous manifeste que la mode actuelle des privatisations, outre certains simplismes au plan économique, porte atteinte tout particulièrement aux couches les plus pauvres de la population. Texte paru dans Pastoral Andina*, juin-août 2002, sous la signature de Consumidores por el Desarrollo, Pérou.*

Un tiers de la population péruvienne s'est exprimé contre les privatisations par des actes : les manifestations de protestation et de refus se sont étendues à toute la grande région Sud et récemment aussi à Junín, Huancavelica, Piura et Talara. Selon les enquêtes, 70 % de la population s'y opposent. Et les fonctionnaires du gouvernement ont signalé qu'il y avait peu d'informations sur les effets bénéfiques de ce processus nouveau.

Et pourtant cette mesure proposée par l'actuel gouvernement n'est pas très originale. Elle fait partie des programmes d'ajustement structurel que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont imposés au Pérou et en Amérique latine depuis l'époque de Morales Bermudez [1]. L'exemple récent de l'Argentine qui a privatisé à 100 % est un échec : l'Argentine qui avait passé les examens du FMI avec les meilleures notes et les félicitations du jury est entrée en crise ces derniers mois. Aujourd'hui c'est un pays en banqueroute.

Le mythe du mauvais État et de la bonne entreprise privée

La réalité empirique du monde ne donne pas des signes évidents que l'efficacité soit le monopole de l'entreprise privée, et qu'à l'opposé la bureaucratie, la lenteur et le peu de compétitivité soient le monopole de l'initiative publique. On répète jusqu'à la lassitude cette phraséologie idéologique qui – sans aucun doute – a profondément pénétré dans l'imaginaire populaire. Mais est-ce une réalité ? ou est-ce un mythe parmi tant d'autres qu'ont promu les faiseurs de l'opinion publique.
Nous, Péruviens et Péruviennes, avons assisté au démantèlement de la Sécurité sociale et à la naissance des assurances de santé et des cliniques [2]. Ceux qui utilisent ces services ont pu vérifier les défauts des entreprises privées : longues attentes, peu d'égards pour les malades, manque de médicaments, coûts excessifs ; beaucoup de maladies qui ne sont pas couvertes, un équipement très mauvais, et de plus une négligence médicale et institutionnelle qui a causé beaucoup de décès. Nous, usagers, avons des critiques à faire, nous ne voyons pas d'amélioration dans le service de santé.

Des expériences réussies et des échecs

Dans le monde, il existe des expériences réussies d'entreprises d'État. En France et en Angleterre, l'enseignement relève principalement de l'État. La télévision anglaise est de première qualité. Les systèmes de santé nordiques ne sont-ils pas efficaces ? Et le système d'éducation japonais, qui est public,

ne l’est-il pas aussi ? La NASA, sûrement une des organisations d’avant-garde dans la recherche scientifico-technique à l’échelle planétaire, est un organisme fédéral public des États-Unis, très performant. L’enseignement public en France et en Angleterre est de qualité. Malheu-reusement ce n’est pas le cas au Pérou.

La population péruvienne ne croit pas aux privatisations

Il est certain que les entreprises qui gèrent actuellement l’eau et l’électricité manquent grandement de performance et d’efficacité. Et ce n’est pas seulement une conséquence de la mauvaise gestion propre à l’État, mais c’est le fait de cet État qui aujourd’hui essaye de vendre ses entreprises, de cet État qui a été corrompu par beaucoup d’entreprises privées. Il est certain aussi que beaucoup de ces entreprises privées font du lobbying pour le démantèlement des entreprises d’État, et accentuent leur inefficacité pour qu’ainsi elles soient vendues à des prix très inférieurs à leur valeur marchande.

Dans plusieurs pays d’Amérique latine, les États ont joué un rôle « sale » en accompagnant le processus de privatisation d’actions subsidiaires : par exemple la réalisation de grands investissements préalables à la vente, le renvoi de travailleurs pour réduire le personnel avant l’arrivée des nouveaux propriétaires, l’insistance sur l’inefficacité pour justifier la mauvaise gestion de l’État ou encore la publication d’informations qui dévaluent les actifs. Quelques entreprises, candidates à l’achat, ont poussé à la corruption de fonctionnaires de l’État.

Privatiser ou casser les prix

A travers la COPRI [3], le gouvernement a annoncé que les entreprises Egasa et Egesur (électricité) seraient vendues 156 millions de dollars. Le prix en a été déterminé avec les mêmes méthodes et les mêmes bases d’évaluation que celles employées par le gouvernement de Fujimori. Selon le président de la Commission de l’énergie et des mines du Congrès, ces deux entreprises ont une valeur d’au moins 250 millions. Dans la zone sud du Pérou, leur valeur est estimée à 450 millions de dollars. Les deux entreprises fonctionnent à plein rendement ; il n’y aura pas d’interruption d’activité, ni risque d’une diminution de la demande. Il faut se souvenir que le prix de vente de Telefonica proposé par le gouvernement était de 500 millions et qu’elle a été achetée pour 2,5 milliards. Aujourd’hui nous voyons que ce prix était encore très bas. Un autre cas est celui de Electro Andes : la COPRI avait proposé un prix de vente de 120 millions et elle a été achetée 227 millions. L’offre et la demande n’expliquent pas cette variation de prix : pour évaluer des entreprises publiques, le problème est celui de la méthode qui les sous-estime toujours ; il existe donc des responsables de cette sous-estimation. La corruption apparaît là aussi.

Consultation sur le modèle économique

On ne peut pas prendre la décision de privatiser les entreprises d’eau et d’électricité sans un avis favorable de la population concernée, plus encore quand il s’agit d’un gouvernement élu qui a refusé la privatisation comme source de revenus pour couvrir le déficit fiscal.

Pour que cette consultation soit un lieu d’éducation et de décision, il faudrait que l’État, les entreprises privées, les usagers et les consommateurs disposent des mêmes espaces et des mêmes moyens pour faire connaître leurs propositions et qu’on ne diffuse pas seulement celles de l’entreprise privée. Les diverses propositions de l’État et celles des usagers et des consommateurs doivent être mises sur la table des débats.

Le principal obstacle à l’extension du réseau électrique est le bas niveau de revenus de la population la plus pauvre du pays qui n’a pas encore accès à ce service ; cela ne se résout pas avec la privatisation. Partout dans le monde, les États ont la responsabilité d’offrir des services de base aux populations pauvres, ce que la privatisation des services publics ne garantit pas non plus.

Lorsqu’en 1991 les privatisations ont commencé au Pérou, les enquêtes montraient que plus des trois quarts de la population les approuvaient et qu’il existait une réelle attente sur ce point. Aujourd’hui, le résultat est exactement l’inverse. Le désenchantement de la majorité de la population devant la

privatisation est évident. La hausse des prix, la détérioration de la qualité dans certains secteurs et l'exclusion des populations les plus pauvres expliquent ce changement d'opinion des usagers et consommateurs.

Selon Gonzáles de Olarte, on a privatisé la grande majorité des actifs de l'État dans les secteurs des finances, de la pêche et des télécommunications. De la même manière, il y a eu des privatisations dans d'autres secteurs économiques : par exemple 90% des actifs dans les mines, 85,5% dans les manufactures, 68 % dans les hydrocarbures, 68 % dans l'électricité et 35 % dans l'agriculture. Dans l'ensemble, ont été menés à terme 225 processus de privatisation et/ou de concession qui ont généré 6,5 milliards de dollars de revenus pour le Trésor, en plus des 11,4 milliards de dollars d'investissement promis, dont la majeure partie a été réalisée. Cependant la situation du pays et des consommateurs et usagers ne s'est pas améliorée. Tout ne s'explique pas par la corruption. L'obstacle, c'est le modèle économique qui ne permet pas de sortir de la pauvreté ni de satisfaire les intérêts et les attentes des consommateurs et usagers.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2598.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Pastoral Andina, juin-août 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] En 1968, un groupe de militaires progressistes autour du général Alvarado renverse le président Belaunde Terry. En 1975 se produit un virage à droite : Morales Bermudez prend le pouvoir. En 1980, c'est le retour de l'ex-président Belaunde Terry (Note Dial).

[2] Privées.

[3] Comité pour la promotion de l'investissement privé, remplacé aujourd'hui par Pro Inversíon.